

LE 11 FÉVRIER ET LE 10 MAI 1866 – PARALLÈLE HISTORIQUE

Marian Stroia

Le 14/26 février 1866, le lieutenant-colonel Eugène Lamy, chef de la mission militaire française en Roumanie, écrivait à son chef hiérarchique, le ministre de la défense Emil Randon:

„Le prince Cuza ne conduit plus la Roumanie. Il a été éloigné du trône le 11/23 le même mois et a signé son abdication. Un gouvernement provisoire fut installé. Sur la proposition de ce gouvernement, les deux chambres (l'Assemblée des Députés et le Sénat) réunies ont proclamé en unanimité son altesse royale, le comte de Flandres, en tant que prince de la Roumanie, surnommé Philippe I.

Tous ses événements se sont déroulés en quelques heures, sans aucune goutte de sang, sans aucun désordre dans la capitale et dans les districts.

Tout au long de la matinée, de nombreuses corporations et le clergé, munis de flagues se sont présentés devant le gouvernement et puis ils ont traversé la ville en criant „Vive le comte de Flandres”.

Le plus parfait ordre fut respecté, le moindre acte de violence ne fut signalé, contre des personnes ou contre les propriétés. Aucun cri de haine ou de vengeance ne s'entendit; aucune goutte de sang ne fut versée. La foule avait envahi les rues, mais seulement pour manifester sa joie. Les magasins n'ouvrirent pas leurs portes. On aurait cru plutôt une fête publique qu'une révolution”¹.

On a fait appel à ce fragment du rapport mentionné comme très suggestif à définir l'état d'esprit de la population dans la capitale à ce moment là.

Le fragment ci-dessus exprimait la dégradation irréversible de l'image publique du Prince, la détérioration significative de l'immense et quasi totale popularité dont celui-ci s'était réjoui 7 ans auparavant. On a aussi des informations autochtones qui renforcent la perception des diplomates étrangers. S'adressant par écrit, le 8/20 mars 1866 (un mois seulement après l'événement), de Mircești, à Alecu Hurmuzaki, à Cernăuți, Vasile Alecsandri, un ami assez intime du prince consignait, assez déçu, que „Le règne du prince (Cuza) était vraiment dans la purée... car tous voulait son abdication. Personne ne le supportait ici (en Moldavie), ses amis d'enfance non plus”².

Qu'a-t-on conduit à ce résultat final, sept ans seulement, après un règne qui avait débuté sous les meilleurs auspices?

L'une des raisons de la possibilité de l'acte du 11/ 23 février consiste, à notre opinion, dans la situation spéciale de celui qui avait été éloigné du trône,

¹ Cf. Valeriu Stan, *Principele Cuza nu mai domnește în România*, dans „Magazin istoric”, XXX, nr. 2 (347), février 1996, p. 5–7.

² Cf. V. Alecsandri, din *Opere*, vol. IX. *Correspondența (1861–1870)*. Editions soignée, introduction, notes et index par Marta Anineanu, Bucarest, Minerva, 1982, p. 252–253.

Cuza lui-même. Il est possible que ses contemporains aient vu en lui pas seulement le chef de l'État, mais plutôt la personne à laquelle on avait confié un mandat qui bornait sa mission et en même temps, fonction de sa réalisation, conditionnait son maintien à la direction de l'État. C'est comme ça qu'on explique pourquoi dès son début, le règne de Cuza ne fut apprécié qu'un stage provisoire, semblable à une étape intermédiaire nécessaire à aboutir, sans solliciter la bonne volonté de l'Europe à accomplir les exigences exprimés par les Assemblées ad-hoc et renouvelées par l'Assemblée électorale de la Moldavie, en janvier 1859.

De cette manière, conformément aux conceptions exprimées à l'époque par la plupart des hommes politiques, Alexandre Jean Cuza devait concentrer tous ses efforts, ayant en vue l'achèvement de l'Union et aussi la préparation du terrain pour instaurer sur le trône un prince étranger.

Cette situation explique, partiellement, le fait, souligné correctement par Alexandre Lapedatu: „Jusqu'au début de 1862, tout le pays se rallia autour du prince pour le soutenir et l'aider à achever l'union totale et définitive des Principautés. La vraie union sacrée. Il est vrai qu'il y eut des problèmes et des dissensions qui avaient divisé le pays en deux champs opposés et même des conflits entre le Prince et les gouvernements, entre les gouvernements et les Assemblées. Mais en tout cas, tout ça se situait sur le deuxième plan. Sur le premier plan était le grand problème de l'Union qui, soutenue par tous les patriotes, se réalisait le 24 janvier 1862”³.

Dès que cet objectif fut accompli et dès le moment où Cuza commença la réalisation du programme des réformes concernant le processus de moderniser la société roumaine, entre le prince et la plupart du spectre politique roumain s'installa une fissure toujours plus prononcée.

L'expression concrète, dans le plan politique de ce qu'on pourrait appeler un „front commun de lutte contre le Prince” fut „la monstrueuse coalition” (selon le terme utilisé pour la première fois par C. Bolliac).

Cette véritable alliance contre la nature a reflété l'approchement des forces politiques de doctrines et d'orientations différentes (conservateurs, libérales, radicales et libérales modérés) ayant comme liant un seul but „idéologique”: l'éloignement de Cuza et une fois accompli ce but, l'instauration d'un prince étranger à sa place.

En ce qui le concernait, Alexandre Jean Cuza s'est trouvé toujours dans une situation difficile étant cloué entre deux forces politiques ennemies, les „rouges”, tels qu'on nommait encore les libérales et les conservateurs et les „blancs”, entre lesquels il fut obligé de faire manœuvre.

Une lettre de 1864 du prince polonais Wladislav Czartoryski est significative; se rapportant à la situation de Cuza, il écrivait: „Dès le jour où il fut

³ Alexandru Lapedatu, *11 Februarie 1866 în perspectiva istorică a trei sferturi de veac*, dans „Analele Academiei Române. Memoriile Secțiunii Istorice”. Tom XXIII, 1940–1941, p. 316.

installé au pouvoir, le prince Alexandre Jean Cuza fut capturé entre les libéraux, qui prétendaient le faire avancer trop rapidement et les boyards qui ne voulaient aucunement le voir marcher⁴.

Pour faire face à la situation, Cuza a mené, les premières années de son règne, une politique de bascule. Pendant ces années il eut la tentative d'un coup d'Etat pour remplacer le gouvernement constitutionnel parlementaire, institué par la Convention de Paris, avec un régime autoritaire, non par raisons égoïstes, mais dans l'espérance de l'accomplissement du programme des réformes préconisées par lui.

Vis à vis au but de la coalition, la plupart des chercheurs, A. D. Xenopol étant le premier, considéraient que celle-ci a eu pour but le renversement de Cuza et son remplacement par un prince étranger. Il semble que, dans la période 1862–1864 le but réel consistait à défendre le régime parlementaire et à éviter le coup d'Etat planifié par le prince. Cet argument peut être démonté tant que la structure de son programme qu'était exclusivement libéral, que par la composition du comité d'élaboration qui comprenait à côté des libéraux radicaux et des modérés, les représentants des conservateurs (Gr. M. Sturdza, B. B. Știrbei, C. N. Brăiloiu).

A la fin de 1863, la monstrueuse coalition est entrée dans un état de léthargie latente. A ce moment-là, Alexandre Jean Cuza a ajourné, pour diverses raisons, le coup d'état et deux semaines plus tard, la Chambre a voté le projet de la loi de sécularisation des biens des monastères, l'initiative législative du gouvernement Kogălniceanu ayant le consensus général de la classe politique roumaine.

Le conflit entre la „monstrueuse coalition et Al. I. Cuza allait éclater le printemps 1864, au même moment où on a mis en discussion les deux réformes fondamentales: agraire et électorale. Une appréciation récente affirme que l'alliance mentionnée était au seuil de la dissolution car chacun des groupes avait repris sa liberté d'action. Les conservateurs s'opposaient acharnement aux deux réformes et les libéraux-radicaux ont présenté, par l'intermédiaire de I. C. Brătianu un projet de réforme agraire semblable à celui du gouvernement.

L'entente des deux forces politiques coalisées n'allait pas plus loin que la défense du régime constitutionnel; c'est pour cela que l'alliance des conservateurs avec les libéraux-radicaux dans le cadre de la monstrueuse coalition fut partielle et fragile. Le coup d'Etat du 2 mai 1864 permit à Cuza l'accomplissement des réformes fondamentales et c'est comme ça que prit fin l'organisation du jeune Etat roumain sur les bases modernes.

Mais selon les commentaires de nos historiographes „par cela, la position du Prince qui était déjà compromise devant le parti conservateur des grands propriétaires, par la réforme rurale de M. Kogălniceanu s'était compromise encore plus devant le parti progressiste, radical. C'est parce que les membres de ce parti endoctrinés par les idées libérales et démocratiques de l'ouest ne pouvaient concevoir et admettre l'existence de l'Etat roumain que sous la direction d'un

⁴ Cf. Constantin C. Giurescu, *Viața și opera lui Cuza Vodă*, Bucarest, Editura Științifică, 1966, p. 244.

régime de véritable constitutionalisme, mis en pratique d'une manière sincère et honnête. Aussi, le nouveau Statut du prince Cuza signifiait par eux l'abolissement de la vie constitutionnelle du pays et le retour au régime néfaste de l'absolutisme qui avait été éliminé⁵.

L'expression la plus palpable de cette nouvelle réintégration de la „Monstrueuse” fut le pacte du 10 juin 1865 des représentants de marque des trois courants politique ci rappelés, qui dans le préambule de la déclaration commune qui existe encore aujourd'hui, s'engageaient qu'en cas de vacances du trône de soutenir par tous les moyens le choix d'un prince étranger qui appartient à l'une des familles régnante d'Occident et insister jusqu' à l'acquérir”⁶.

Les événements qui suivront ont prouvé l'accélération du passage à des actions concrètes et on considère de ce point de vue, que ce que N. Iorga a appelé d'une manière plastique et succincte „une révolte de marché” (il s'agit de l'épisode de la révolte urbaine de Bucarest, le 3-15 août 1865) a représenté le premier essai concret de la coalition en vue de l'élimination de Cuza, tentative qui ne fut pas un succès, mais un échec.

D'un autre côté, les événements de Bucarest, en août 1865, soldé par de nombreux morts et blessés, ont eu un fort impact sur le plan européen, contexte au cadre duquel la réaction des pouvoirs garants apparut sans surseoir. La Porte Ottomane, la Russie et l'Autriche ont voulu utiliser ce mouvement à démontrer qu'en Roumanie existait un état d'anarchie auquel on devait mettre point sans retard par l'intermédiaire d'une commission d'enquête ou par l'intervention d'autre nature, militaire ou non.

Insatisfaits ont été non seulement les empires voisins mais aussi les gouvernements des pouvoirs occidentaux, l'Angleterre et même la France. Pour Cuza en personne, la perte de l'appui de la France, pouvoir très fort sur le continent qui l'avait aidé sans poser des conditions jusqu'à présent, eut un effet déterminant. Malgré la réponse digne qu'il fait à la connue lettre du vizir, Cuza perdit le crédit international et même aux bords de la Seine son éloignement commença à être considéré un problème impérieusement nécessaire dont le prince était conscient dès l'automne 1865; la conséquence furent les négociations du prince qui désirait résoudre par la voie diplomatique le problème de la succession.

Dans ce sens plaide la bien connue lettre envoyée à Napoléon III, le 1/13 octobre 1865, document où il montrait sa disponibilité de conclure son mandat et dans ce contexte il voulut convaincre le souverain français de la nécessité d'un prince étranger.

D'autre part, l'expérience du mouvement le 3/ 15 août 1865 à Bucarest, avait démontré aux opposants que le détronement du Cuza n'était pas possible par

⁵ Cf. A. Lapedatu, *Art. cit.*, dans „Analele Academiei...”, p. 319.

⁶ Grigore Chiriță, *Preludiile și cauzele detronării lui Cuza Vodă*, dans „Revista de istorie”, t. 29, 1976, nr. 3, p. 363.

des révoltes dans la rue, si bien organisées soient-elles. Les événements avaient montré – l'expression appartient à D. Bolintineanu, contemporain aux faits et lucides observateur de l'épisode – que „la population de la capitale n'est pas habituée aux armes et ne peut pas faire face à une armée régulière”. D'ailleurs, chez nous, continuait l'écrivain, les révolutions ont été faites par les armées, ou par une partie de l'armée qui se joignent aux idées révolutionnaires et se laisse faire”⁷.

C'est en quoi réside l'explication des efforts intenses des adversaires de Cuza à attirer une partie de l'armée de la coalition. Ils étaient très conscients que dans le succès de leur entreprise un grand rôle revenait à la rapidité d'action et à l'annihilation de tout essai de contre riposte. Or, ce geste ne pouvait être réalisé que par les militaires. Leur rôle au détronement de Cuza était bien connu et c'est pour cela qu'on n'y insistera pas⁸.

Pour conclure, on y ajoute le fait qu'à la diffamation du prince et à la perte de sa popularité interne a contribué aussi l'impression détestable qu'ont laissé parmi la population autochtone les actions nocives et corrompues de la camarilla constituée autour de Cuza et qui, dans maintes cas a agi *au nom* et sans que celui-ci le sache⁹.

La trio dur de ce groupe de pression (formé en principal par Nicolae Docan, Nicolae PISOȚCHI, adjoint du prince et le fameux à l'époque Cesar Librecht, directeur des postes et du télégraphe) a transformé le trafic d'influence, la corruption et les arrangements véreux dans une véritable politique d'Etat de l'administration gouvernementale. Les résultats défavorables pour Cuza, ne tardèrent pas d'apparaître.

Une fois réalisé – avec succès – le coup de palais pendant la nuit 10–11/22–23 février 1866, à la coalition organisatrice revenait logiquement la tâche d'accomplir l'objectif d'installer au pouvoir, selon un terme moderne, un prince européen.

On ne va pas continuer ici les discussions et la mise en évidence des avantages pour le pays que supposait l'existence un tel leader exécutif, parce que tout ç est bien mis en relief dans l'historiographie de spécialité. On veut seulement rappeler le fait que ça ne représentait une innovation politique roumaine et avait été expérimentée avec assez d'efficacité par d'autres nations européennes (les Belges en 1831, les Grecs en 1832 et en 1862, et puis les Bulgares en 1887 et les exemples pourraient continuer). Le modèle en soi se révéla viable et par conséquent il était normal qu'il fût adopté par l'élite politique roumaine.

D'ailleurs le concept en soi n'était pas complètement nouveau dans les idées politiques autochtones. Au XIX^e siècle, la première revendication d'un prince occidental est datée probablement pour 1802. Un groupe massif des boyards des Pays

⁷ Dim. Bolintineanu, *Domnii regulamentari și historia celor trei ani de la 11 Februarie până astăzi*, București, 1869, p. 54–55.

⁸ Voir spécialement Gr. Chiriță, *Armata, detronarea lui Cuza Vodă și Carol de Hohenzollern*, dans „Revista istorică”, nr. 9–10, t. 3, 1993, p. 893–904.

⁹ Voir spécialement les dossiers XIX et XXX, Fonds Cuza Vodă. Section „Manuscrites” de Bibliothèque de l'Académie Roumaine, Bucarest.

Roumains réfugiés à Sibiu à cause de l'invasion dans les principautés des rebelles, ont voulu avancer l'hypothèse de l'avènement au trône de la Valachie du duc de Toscane. Cette possibilité que le gouvernement local, le baron Michael de Bruckenthal, transmet dans son rapport adressé au chancelier impérial Colloredo était agréée par l'aristocratie roumaine parce qu'elle entrevoyait dans la présence de celui-ci sur le trône princier de Bucarest un élément de stabilité et un facteur du progrès¹⁰.

Quelques années plus tard, en Moldavie on a noté une nouvelle sollicitation d'instaurer un prince occidental sur le trône, dans l'intéressant mémoire adressé à Napoléon par Ștefan Crișan-Körosi (1807)¹¹. Dans l'opinion de l'auteur, la variante optimale serait représentée par un candidat italien ou français, le prince provenu de ces pays lui paraîtrait avoir plus d'efficience dans l'acte du gouvernement parce qu'il conduirait dans l'esprit des traditions „illuminée” des pays respectifs.

En 1829, un mémoire unioniste de Munténie prétendait aux délégués qui négociaient le traité d'Andrinople, un prince de l'Allemagne du Nord, sans que celui-ci se soumette „ou qu'il concrétise cette monarchie en une autre”¹². En 1831, au long des travaux de rédaction du Règlement Organique, Iordache Catargiu a proposé lui aussi un prince étranger pour les principautés unies, en excluant les maisons régnantes de l'Autriche et de la Russie, condition qui a peiné la Russie qui s'opposa à l'Union proposé par Catargiu¹³.

Dans la période finale de l'occupation russe, en 1834, le diplomate français Ch. de Bois-le-Comte apprécia qu'un désir unanime reconnu par toutes les classes de la société roumaine était l'Union des deux principautés et le gouvernement de celles-ci par un prince étranger sous des garanties européennes¹⁴.

Après 1834, le problème du prince occidental tombe en désuétude pour deux décennies; les politographes de l'époque moderne ne conçoivent comme tel que la victoire si difficilement gagnée était sacrifiée au profit d'un prince étranger.

En revanche, après la guerre de la Crimée, quand la perspective de la transformation du problème roumain dans l'un d'intérêt européen devint sûr, l'idée d'instaurer au pouvoir un prince étranger, de provenance occidentale, commença à occuper une place centrale dans les programmes politique de la nouvelle réorganisation du pays. Par conséquence, il ne faut pas qu'on soit surpris par le fait que de 1856 à 1858 ce desideratum ait figuré en 47 options parmi lesquelles les 2 présentes dans les résolutions des Divans Ad-hoc de 1857¹⁵.

¹⁰ Paul Henry, *L'abdication du prince Cuza et l'avènement de la dynastie de Hohenzollern au trône de Roumanie*, Paris, 1930, p. 35.

¹¹ Emil Vărtosu, *Napoleon Bonaparte și dorințele moldovenilor la 1807*, dans „Studii. Revistă de istorie”, t. 18, 1965, nr. 1, p. 418–420.

¹² Cf. *România în relațiile internaționale 1699–1939...*, Iași, Editura Junimea, 1980, p. 136.

¹³ Nicolae Ciachir, Gh. Bercan, *Diplomația europeană în epoca modernă*, București, Editura Științifică și Enciclopedică, 1984, p. 312.

¹⁴ Hurmuzaki, *Documente...*, XVII, p. 398.

¹⁵ Vlad Georgescu, *Istoria ideilor politice românești (1369–1878)*, München, Ion Dumitru Verlag, 1987, p. 157.

Si on peut imputer quelque chose à l'équipe politique qui avait préparé le débarquement de Cuza et l'instauration du prince européen est le fait que l'organisation se fit à la hâte. Grâce aux circonstances spécifiques à un tel type d'action, les conspirateurs étaient tellement préoccupés par la réussite du détronement de Cuza qu'ils perdirent de vue le problème de l'option de l'assentiment du futur candidat. Dans le stade actuel de la documentation, selon ce qu'on sait, on n'a aucune preuve concrète que dans leurs missions en Occident, A. Panu et puis I. C. Brătianu aurait contacté même d'une manière voilée Philippe de Flandre.

Aussi ne doit-on pas être surpris que craignant les relations internationales qui auraient pu intervenir, le roi de la Belgique, le 11/25 février 1866 déclina l'offre politique roumain¹⁶. La situation, dans le nouvel contexte créé devint critique pour les Roumains; il y a avait d'un coté la perspective d'une intervention ottomane, jointe à la menace de l'annulation de l'Union et pas dernièrement les arrangements politiques secrets dans les coulisses pratiquée par Napoléon III. Ce fut donc le mérite de ce groupe restreint de l'élite politique roumaine, qui, en pleine activité, confronté avec les conditions externes peu propices, dans un tableau de la vie interne confus a agi énergiquement, habilement et continuellement, parvenant à la véritable performance de contacter le candidat par l'appui externe et interne pour lui et d'instaurer au trône, après un peu plus d'un mois et demie, le suivant candidat de l'Etat roumain, le prince européen, dans la personne de Carol Ludovic de Hohenzollern-Sigmaringen, devenu ultérieurement Charles I-er (Carol I).

Appréciés en mesure unique, les deux événement on un élément commun, à savoir le caractère nécessaire et le conditionnement réciproque, car le 10 mai 1866 ne pouvait pas exister, ne pouvait pas se reproduire excluant les événements du 11 février. En même temps, l'instauration au trône de Charles I-er signifie aussi l'intention, pas directement exprimée mais sous-entendue par l'option pour la personne – de la matérialisation dans un intervalle temporel raisonnable – du plus important objectif du programme politique assumé par la génération quarante-huitard – l'indépendance. C'est un objectif sur lequel il n'y avait aucun désaccord de principe entre les protagonistes. Celui-ci allait être réalisé après plus d'une décennie, dans un contexte cette fois-ci propice et une spéculation intelligente de la balance des forces sur le plan international.

Aussi, au jugement objectif et équidistant de l'histoire peut-on apprécier avec détachement justifié que chacun des deux événements historique mentionnés tient sa signification: si 11/23 février a marqué l'achèvement d'une étape historique (dont la plupart des buts avaient été atteints), le 10/22 mai 1866 signifie l'entrée dans une autre étape qualitative nouvelle, ayant un objectif beaucoup plus haut et plus courageux ayant réelles chances d'être réalisé.

¹⁶ Gr. Chiriță, *Organizarea instituțiilor moderne ale statului român (1856–1866)*, Bucarest, Editura Academiei Române, 1999, p. 39.

11 FEBRUARIE – 10 MAI 1866 – O PARALELĂ ISTORICĂ

- Rezumat -

Articolul își propune o privire de ansamblu a două momente importante ale istoriei moderne a românilor: abdicarea forțată a domnitorului Alexandru Ioan I și respectiv accederea la tron a principelui Carol I din dinastia germană de Hohenzollern Sigmaringen. În opinia autorului, privite printr-o unitate de măsură comună, cele două episoade sunt, în esența lor, complementare și de semnificație istorică apropiată.

În prima parte a eseului sunt sintetizate într-o formulă coerentă a dezvoltării istorice, motivele care au stat la baza căderii lui Cuza: deteriorarea totală a imaginii publice și a popularității personale, încheierea rolului său în modernizarea societății românești, pierderea credibilității politice în plan internațional, ca și activitatea perseverentă de erodare și înlăturare desfășurată de “coaliția monstruoasă”.

În ceea ce privește al doilea moment istoric, se are aici în vedere faptul că acesta a reprezentat materializarea unei mai vechi direcții existente în gândirea politică românească încă de la finele secolului al XVIII-lea. Menită să asigure echilibrul politic și stabilitatea în conducerea statală, soluția *prințului străin* a fost îmbrățișată, pe tot parcursul “epocii Cuza” de majoritatea reprezentanților mediului politic românesc, și a fost dusă la îndeplinire, cu eficiență, pragmatism și tact diplomatic de liderii români în frunte cu I. Brătianu, C.A. Rosetti și familia Golescu, în primăvara anului 1866, în cursul celor 3 luni care au urmat răsturnării domnitorului Unirii.